

No. 28145

UNITED NATIONS
(OFFICE OF THE UNITED NATIONS
DISASTER RELIEF COORDINATOR)
and
ITALY

Exchange of letters constituting an agreement concerning the emergency fund for the purchase and management of relief supplies of the UNDRO warehouse in Pisa (with annex). Geneva, 6 and 21 May 1991

Authentic text of the exchange of letters: French.

Authentic texts of the annex: French and Italian.

Registered ex officio on 21 May 1991.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
(BUREAU DU COORDONNATEUR
DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE)

et
ITALIE

Échange de lettres constituant un accord relatif au fonds d'urgence destiné à l'achat et à la gestion des biens de secours de l'entrepôt UNDRO à Pise (avec annexe). Genève, 6 et 21 mai 1991

Texte authentique de l'échange de lettres : français.

Textes authentiques de l'annexe : français et italien.

Enregistré d'office le 21 mai 1991.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (BUREAU DU COOR-
DONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE) ET LE GOUVERNEMENT ITA-
LIEN RELATIF AU FONDS D'URGENCE DESTINÉ À L'ACHAT
ET À LA GESTION DES BIENS DE SECOURS OU D'ENTREPÔT
UNDRO À PISE

I

IL RAPPRESENTANTE PERMANENTE D'ITALIA
PRESSO LE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI
GINEVRA²

Genève, le 6 mai 1991

Monsieur le Coordonnateur,

J'aimerais me référer à la contribution italienne de Lit. 7 milliards, destinée à la reconstitution du stock de biens de secours de l'entrepôt de Pise et à la réunion organisée récemment à Rome entre les représentants de votre Bureau et les fonctionnaires de la Direction Générale pour la Coopération au Développement du Ministère des Affaires Etrangères, dans le but d'examiner, entre autre, les modalités d'utilisation du montant susmentionné.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de document, ci-joint, élaboré par la D.G.C.S, qui devrait constituer l'accord pour l'utilisation des fonds précités jusqu'à la fin de 1991.

En cas d'approbation de votre part, cet échange de correspondance pourra rendre l'arrangement déjà opérationnel.

Je vous prie de croire, Monsieur le Coordonnateur, aux assurances de ma très haute considération.

[Signé]

GIULIO DI LORENZO BADIA

Monsieur M'Hamed Essaifi
Coordonnateur des secours
en cas de catastrophe
Palais des Nations
Genève

¹ Entré en vigueur le 21 mai 1991, conformément aux dispositions desdites lettres.

² Le Représentant permanent de l'Italie auprès des Organisations internationales, Genève.

II

BUREAU DU COORDONNATEUR
DES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE OFFICE
UNDRO
PALAIS DES NATIONS
GENÈVE

Le 21 mai 1991

Ref.: DRP 213/113
DRP 213/111 (2)

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 6 mai 1991, relative aux modalités d'utilisation de la contribution italienne de sept milliards de lires, pour les secours d'urgence à partir de l'entrepôt UNDRO à Pise.

J'ai le plaisir de vous confirmer que j'approuve ces modalités, dont je vous transmets ci-joint le texte final en français et en italien. Nous serons heureux de rencontrer, comme prévu, des représentants du gouvernement italien en septembre afin de revoir les détails de notre collaboration sur la base de ce texte et d'en définir les termes pour l'année 1992.

Je vous prie d'agrèer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

[*Signé*]
M'HAMED ESSAAFI
Secrétaire général adjoint
Coordonnateur des secours en cas
de catastrophe

Son Excellence
M. Giulio di Lorenzo Badia
Ambassadeur
Mission Permanente de l'Italie
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève

**PROCEDURES D'UTILISATION DE LA CONTRIBUTION
ITALIENNE POUR L'ANNEE
1990 POUR L'ENTREPOT UNDRO A PISE**

Vu que par l'accord signé le 10 octobre 1988¹ le Gouvernement italien et l'UNDRO avaient convenu d'établir un fonds d'urgence pour un montant de sept milliards de lires (7) destiné à l'achat et à l'entreposage dans le dépôt UNDRO à Pise de biens de secours à envoyer aux pays en développement dans le cadre des aides d'urgence à la suite de catastrophes;

Vu que l'accord ci-dessus est considéré prorogé jusqu'à la signature du présent accord;

Compte tenu du fait que le Gouvernement italien a l'intention de poursuivre sa collaboration avec l'UNDRO pour l'utilisation de l'entrepôt à Pise dans le cadre des interventions d'urgence à la suite des catastrophes dans les pays en développement et que à ces fins il a versé à l'UNDRO en 1990 une contribution de sept milliards de lires (7);

Considérant par conséquent la nécessité de renouveler l'accord relatif au programme d'envoi des aides d'urgence par le biais de l'entrepôt UNDRO à Pise, définissant tout particulièrement l'utilisation de la contribution susmentionnée,

IL A ETE CONVENU ET CONCLU CE QUI SUIT

La contribution italienne de sept milliards de lires (7) versée à l'UNDRO en 1990 sera utilisée comme suit :

1. Quatre milliards de lires (4) pour l'achat et l'entreposage de biens et équipements de secours dont la typologie et les quantités seront définies sur la base d'un accord spécifique entre les deux parties ainsi que pour reconstituer les stocks au fur et à mesure des besoins.

2. Deux milliards de lires (2) pour les dépenses suivantes:

- Dépenses ordinaires et extraordinaires pour le fonctionnement du dépôt;
- Emballage et conditionnement;
- Etiquetage des colis et production de matériel d'information;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1515, n° I-26240.

- Achat des matériels et équipements indispensables à la préparation des envois et paiement des frais y relatifs;
- Transport de l'aide aux pays bénéficiaires et éventuel entreposage et transport, in loco, jusqu'aux régions sinistrées, y compris les matériels cités au point 3.a;
- Missions d'accompagnement afin de vérifier le bon entreposage et la distribution correcte des fournitures.

Les activités mentionnées ci-dessus seront exécutées par l'UNDRO, soit pour des interventions gérées entièrement par l'UNDRO, soit pour des interventions urgentes demandées par la Direction générale du Gouvernement Italien (DGCS) pour la coopération au développement.

Dans ce dernier cas, afin de garantir la rapidité des interventions, la DGCS enverra la demande d'intervention à l'UNDRO à Genève avec copie à l'entrepôt de Pise afin d'accélérer la préparation des opérations techniques d'interventions.

L'envoi des biens devra être autorisé par l'UNDRO à Genève et cette autorisation se comprendra être donnée en l'absence de toute communication contraire dans les 48 heures de la demande. La même procédure s'appliquera dans le cas de demandes d'interventions par l'UNDRO.

3. Un milliard de lires pour la constitution d'un fonds destiné à:

- a) l'achat des matériels qui ne font pas partie du stock de l'entrepôt à Pise, mais qui pourraient se révéler nécessaires pour l'exécution d'interventions d'urgences. L'UNDRO pourra bénéficier pour ses propres interventions d'un montant non supérieur à trois cents millions de lires (300.000.000);
- b) l'établissement d'un fonds de rotation pour permettre à l'UNDRO d'anticiper les sommes nécessaires à la mise en oeuvre d'interventions urgentes financées par l'Italie. L'UNDRO pourvoiera à la réintégration de ces fonds dès réception du financement y relatif.

Les achats seront effectués par l'UNDRO dans les meilleurs délais afin de garantir une capacité opérationnelle maximale au dépôt de Pise; la typologie et les quantités des matériels seront établies en accord avec la DGCS et revues sur la base des expériences faites directement sur le terrain. Des missions d'évaluation préventives, et de préférence conjointes, pourront être faites d'un commun accord pour s'assurer de l'opportunité des interventions et coordonner, in loco, les opérations à l'arrivée ainsi que la distribution des biens de secours.

En ce qui concerne la composante médicale des interventions, l'UNDRO et la DGCS auront recours à la collaboration de l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'UNDRO et la DGCS s'engagent à se rencontrer à la fin de 1991 afin d'effectuer une évaluation des interventions et de définir la collaboration pour l'année suivante.

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

**PROCEDURE D'USO DEL CONTRIBUTO ITALIANO 1990
PER IL DEPOSITO DI PISA**

Premesso che con accordo firmato il 10.10.88 il Governo italiano e l'UNDRO avevano convenuto di istituire un fondo di emergenza di sette miliardi di lire destinato all'acquisto ed immagazzinaggio nel Deposito UNDRO di Pisa di beni di soccorso da inviare nei P.V.S. nell'ambito degli aiuti di emergenza derivanti da calamità;

Visto che il suddetto accordo è stato considerato prorogato fino alla firma del presente accordo;

Tenuto conto che il Governo italiano intende proseguire la collaborazione con l'UNDRO per l'utilizzazione del Deposito di Pisa nell'ambito di interventi di emergenza per calamità nei P.V.S. e che a tal fine ha erogato all'UNDRO, nel 1990, un contributo di sette miliardi di lire;

Considerata pertanto la necessità di rinnovare l'accordo relativo al programma di invio di aiuti di emergenza tramite il Deposito UNDRO di Pisa definendo in particolare l'utilizzazione del contributo summenzionato;

Si concorda quanto segue:

Il contributo italiano di lire sette miliardi versato all'UNDRO nel 1990 verrà utilizzato come segue:

1. Lire quattro miliardi per l'acquisto e lo stoccaggio di beni ed attrezzature di soccorso — la cui tipologia e quantità saranno definite in base a specifico accordo tra le parti — e per ricostituire le scorte man mano che si esauriscono;

2. Lire 2 miliardi per le seguenti spese:

- Spese di funzionamento ordinarie e straordinarie del Deposito;
- Imballaggi e confezionamenti;
- Etichettatura dei colli e delle confezioni e produzione di materiale informativo;
- Acquisto di materiali ed attrezzature indispensabili alla preparazione delle spedizioni e pagamento delle relative prestazioni;
- Trasporto degli aiuti nel Paese beneficiario ed eventuale stoccaggio e trasporto in loco fino alle aree colpite dalla calamità, compreso il materiale di cui al punto 3.a;
- Missioni di accompagnamento delle forniture per il corretto stoccaggio e distribuzione in loco.

Le suddette attività saranno svolte dall'UNDRO sia per interventi interamente gestiti dall'Organismo sia in interventi urgenti richiesti dalla DGCS.

In quest'ultimo caso, al fine di garantire la tempestività degli interventi, la DGCS indirizzerà la richiesta di intervento all'UNDRO di Ginevra con copia al Deposito di Pisa, per accelerare le operazioni tecniche di preparazione degli interventi stessi. La spedizione dei beni dovrà essere autorizzata dall'UNDRO di Ginevra e si intenderà autorizzata in assenza di comunicazioni in senso contrario entro 48 ore dalla richiesta. Analoga procedura verrà utilizzata nel caso di richiesta di interventi da parte dell'UNDRO alla controparte italiana.

3. Lire 1 miliardo per la costituzione di un fondo destinato a:

a) Acquistare materiale non rientrante nella normale dotazione del Deposito di Pisa, ma che potrebbe essere necessario per l'esecuzione di interventi di emergenza. L'UNDRO ne potrà usufruire per i propri interventi per un ammontare non superiore a 300 milioni di lire;

b) Fungera da fondo rotativo per consentire all'UNDRO di anticipare le somme necessarie all'effettuazione di interventi urgenti finanziati dall'Italia.

L'UNDRO provvederà a reintegrare il fondo una volta ricevuto il relativo finanziamento.

Gli acquisti saranno effettuati dall'UNDRO quanto prima, onde garantire la maggiore capacità operativa del Deposito; la tipologia e quantità degli articoli saranno concordate con la D.G.C.S. e rivedute sulla base delle esperienze direttamente fatte sul terreno. Potranno, di comune accordo, essere realizzate missioni, preferibilmente congiunte, di valutazione preventiva delle situazioni, per accettare l'opportunità degli interventi e coordinare in loco le operazioni all'arrivo, nonchè la distribuzione dei beni.

Limitatamente alla componente sanitaria degli interventi, l'UNDRO e la DGCS richiederanno la collaborazione dell'Organizzazione Mondiale della Sanità.

L'UNDRO e la DGCS si impegnano ad incontrarsi alla fine del 1991 per effettuare una valutazione degli interventi svolti e definire la collaborazione per l'anno successivo.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹
BETWEEN THE UNITED NATIONS (OFFICE OF THE UNITED
NATIONS DISASTER RELIEF COORDINATOR) AND THE
GOVERNMENT OF ITALY CONCERNING THE EMERGENCY
FUND FOR THE PURCHASE AND MANAGEMENT OF RELIEF
SUPPLIES OF THE UNDRO WAREHOUSE IN PISA

I

PERMANENT REPRESENTATIVE OF ITALY
TO THE INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
GENEVA

Geneva, 6 May 1991

Dear Mr. Essaifi,

With reference to the contribution by Italy of 7 billion lire for the replacement of stocks of relief supplies at the Pisa warehouse and the meeting held recently in Rome between representatives of your office and officials of the Directorate General for Development Cooperation of the Ministry of Foreign Affairs (DGDC), with a view to determining the arrangements for the use of the above-mentioned sum.

I have the honour to transmit to you the enclosed draft text drawn up by DGDC, which is intended to serve as the agreement on the use of the above-mentioned funds until the end of 1991.

If you approve the agreement, the arrangement could enter into force with immediate effect by virtue of this exchange of letters.

Accept, Sir, etc.

[Signed]
GIULIO DI LORENZO BADIA

Mr. M'Hamed Essaifi
Disaster Relief Coordinator
Palais des Nations
Geneva

¹ Came into force on 21 May 1991, in accordance with the provisions of the said letters.

II

OFFICE OF THE DISASTER RELIEF COORDINATOR
UNDRO
PALAIS DES NATIONS
GENEVA

21 May 1991

Ref.: DPR 213/113
DPR 213/111 (2)

Dear Sir,

I have the honour to refer to your letter of 6 May 1991 concerning the arrangements for the use of the Italian contribution of 7 billion lire for relief supplies at the UNDRO warehouse in Pisa.

I am pleased to confirm that I approve the arrangements in question and enclose the final text of the agreement in French and Italian. We should be happy to meet representatives of the Italian Government in September, as planned, in order to review details of our cooperation on the basis of this text and to determine the arrangements for 1992.

Yours sincerely,

[*Signed*]

M'HAMED ESSAAFI
Assistant Secretary-General
Disaster Relief Coordinator

His Excellency
Mr. Giulio di Lorenzo Badia
Permanent Mission of Italy
to the United Nations Office
at Geneva

ARRANGEMENTS FOR THE USE OF THE CONTRIBUTION MADE BY ITALY TO THE UNDRO WAREHOUSE AT PISA FOR THE YEAR 1990

Whereas, under the terms of the agreement signed on 10 October 1988,¹ the Italian Government and UNDRO agreed to establish an emergency fund of seven (7) billion lire for the purchase and storage at the UNDRO warehouse at Pisa of relief supplies to be sent to developing countries as emergency aid in the event of disasters;

Whereas the above agreement is deemed to have been extended until the signing of the present agreement;

Whereas the Italian Government intends to pursue its cooperation with UNDRO in the use of the Pisa warehouse in connection with emergency operations following disasters in the developing countries and, for that purpose, has made a contribution of seven (7) billion lire to UNDRO in 1990;

Whereas it is therefore necessary to renew the agreement concerning the programme for the dispatch of emergency aid through the UNDRO warehouse in Pisa, and, in particular, to determine the arrangements for the use of the above-mentioned contribution,

The following agreement has been reached:

The contribution of seven (7) billion lire paid by Italy to UNDRO in 1990 shall be used as follows:

1. Four (4) billion lire shall be used for the purchase and storage of relief supplies and equipment, the nature and quantity of which shall be determined on the basis of a specific agreement between the two Parties, and to replace stocks as needed.

2. Two (2) billion lire shall be used to cover the following expenses:

- Regular and extraordinary expenditure on the operation of the warehouse;
- Packing and packaging;
- Labelling of parcels and production of information material;
- Purchase of equipment and materials necessary for the preparation of shipments and related costs;
- Transport of aid to recipient countries and, if necessary, on-site storage and local transport to disaster-affected regions, including the materials referred to in paragraph 3 (a);
- Supervisory missions to ensure proper storage and distribution of supplies.

The activities mentioned above shall be carried out by UNDRO, either as part of operations managed entirely by UNDRO or as part of urgent operations requested by the Directorate-General for Development Cooperation of the Italian Government (DGDC). In the latter case, in order to ensure that operations are carried out swiftly, DGDC shall send requests for intervention to UNDRO in Geneva, transmitting a copy of the request to the Pisa warehouse in order to speed up the preparation of technical operations.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1515, No. I-26240.

The shipment of supplies must be authorized by UNDRO in Geneva and authorization shall be deemed to have been received if no communication to the contrary is received within 48 hours of the request. The same procedure shall apply in the case of requests submitted by UNDRO.

3. One billion lire shall be used to set up a fund intended for:

(a) The purchase of materials which do not form part of the stocks held at the Pisa warehouse but which could prove necessary for emergency operations. UNDRO may use an amount not exceeding 300 million lire (Lit 300,000,000) for its own operations;

(b) The establishment of a revolving fund to enable UNDRO to anticipate the sums needed to implement urgent operations financed by Italy. UNDRO shall return such amounts to the fund once the relevant financing has been received.

Purchases shall be made by UNDRO as quickly as possible, so as to ensure the maximum operational capacity of the Pisa warehouse; the nature and quantity of the material shall be established in agreement with DGDC and reviewed in the light of experience gained directly in the field. Missions to evaluate preventive measures, preferably undertaken jointly, may be decided on by mutual agreement, in order to check that the operation is providing appropriate aid and to coordinate operations on-site as relief supplies arrive and are distributed.

UNDRO and DGDC shall receive assistance from the World Health Organization with regard to the medical component of their operations.

UNDRO and DGDC undertake to meet at the end of 1991 in order to evaluate operations and determine arrangements for cooperation during the following year.
